

Impact de l'efficacité budgétaire sur la croissance économique du Mali

Impact of budgetary efficiency on economic growth in Mali

Alhousseyni Amadou MAÏGA

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako
Ministère de l'Economie et des Finances.

Ibrahim Ahamadou TOURE

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako

Issoufou SOUMAÏLA MOULAYE

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako

Abdoulaye MAÏGA

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako

Amadou BAMBA

Enseignant-Chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Bamako

Date de soumission : 29/09/2025

Date d'acceptation : 06/12/2025

Pour citer cet article :

MAÏGA. A.A. & AL. (2025) « Impact de l'efficacité budgétaire sur la croissance économique du Mali », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 12 » pp : 583- 598.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article évalue l'impact de l'efficacité budgétaire sur la croissance économique du Mali à l'aide d'un modèle ARDL appliqué aux données de la Banque mondiale sur la période 1990-2024. Fondée sur les approches keynésienne et de la croissance endogène, l'étude examine le rôle des dépenses publiques dans la stimulation de la demande globale et de la production. Les résultats montrent qu'à court terme, une hausse d'un point de pourcentage des dépenses publiques accroît le PIB réel d'environ 0,40 point, confirmant un effet multiplicateur positif. À long terme, les dépenses publiques et la formation brute de capital fixe soutiennent la croissance, tandis que l'inflation exerce un effet négatif et que les recettes fiscales demeurent non significatives. Le test de cointégration révèle une relation d'équilibre durable entre les variables. L'étude conclut que l'efficacité budgétaire repose sur la qualité de la dépense, la bonne gouvernance et la coordination avec la politique monétaire pour favoriser une croissance inclusive et soutenue au Mali.

Mots clés : Efficacité budgétaire, Croissance économique, ARDL et Mali.

Abstract

This article assesses the impact of fiscal efficiency on economic growth in Mali using an ARDL model applied to World Bank data for the period 1990-2024. Based on Keynesian and endogenous growth approaches, the study examines the role of public expenditure in stimulating aggregate demand and production. The results show that, in the short term, a one percentage point increase in public expenditure increases real GDP by around 0.40 points, confirming a positive multiplier effect. In the long term, public expenditure and gross fixed capital formation support growth, while inflation has a negative effect and tax revenues remain insignificant. The cointegration test reveals a sustainable equilibrium relationship between the variables. The study concludes that fiscal efficiency depends on the quality of spending, good governance and coordination with monetary policy to promote inclusive and sustained growth in Mali.

Keywords: Fiscal efficiency, Economic growth, ARDL and Mali.

Introduction

L'efficacité budgétaire constitue aujourd'hui un enjeu central pour les économies en développement, notamment celles de l'Afrique subsaharienne. Elle se définit comme la capacité d'un État à utiliser de manière optimale ses ressources publiques afin d'obtenir le maximum d'impact économique et social pour un coût donné (Banque Centrale Européenne, 2006). Dans un contexte marqué par la rareté des ressources, la soutenabilité de la dette et les exigences de performance publique, la question n'est plus seulement de dépenser, mais de bien dépenser. Les États cherchent ainsi à concilier discipline budgétaire et efficacité économique, afin de transformer les dépenses publiques en véritables leviers de croissance et de développement humain.

Sur le plan théorique, les approches keynésienne et endogène rappellent que la dépense publique, lorsqu'elle est bien orientée, stimule la demande globale, renforce le capital humain et accroît la productivité globale des facteurs (Keynes, 1936 ; Romer, 1986 ; Barro, 1990). Dans cette perspective, la politique budgétaire joue un rôle stabilisateur essentiel, notamment en période de ralentissement économique ou de sous-utilisation des capacités productives (Blanchard & Leigh, 2013 ; Auerbach & Gorodnichenko, 2017). Ces analyses montrent que les multiplicateurs budgétaires sont particulièrement élevés dans les économies émergentes lorsque la dépense publique cible des secteurs productifs tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et la recherche-développement (Huidrom et al., 2019). Ainsi, l'efficacité de la dépense dépend moins de son volume que de sa qualité, de son ciblage sectoriel et de sa gouvernance.

Cependant, cette vision interventionniste est nuancée par les approches néoclassiques et libérales, qui insistent sur les risques liés aux déficits budgétaires et à la mauvaise allocation des ressources publiques. Barro (2019) soutient que les politiques de relance par la dépense publique peuvent provoquer un effet d'éviction sur l'investissement privé et fragiliser la stabilité macroéconomique. De même, Alesina, Favero et Giavazzi (2019) affirment que la discipline budgétaire et la réduction des dépenses improductives favorisent la confiance des investisseurs et soutiennent une croissance durable. Le FMI (2022) met en garde contre la vulnérabilité des économies émergentes face aux déficits persistants, qui peuvent générer des tensions inflationnistes et des crises de dette. Ces approches soulignent que l'efficacité budgétaire passe avant tout par la stabilité financière, la prévisibilité des politiques et la bonne gouvernance.

Aujourd'hui, les économistes tendent vers une vision intégrée et pragmatique de la politique budgétaire. Comme le rappellent Jordà et Taylor (2024), l'efficacité budgétaire ne se mesure plus uniquement par ses effets conjoncturels, mais aussi par sa contribution à la résilience structurelle, à la soutenabilité de la dette et à la transformation productive de l'économie. Les dépenses publiques doivent donc être contracycliques, ciblées et coordonnées avec les politiques monétaires et structurelles. Des travaux récents (Phyu & Gonfa, 2025 ; Aydoğan & Yıldırım, 2025) confirment que l'efficacité budgétaire repose sur la bonne gouvernance, la décentralisation fiscale et l'investissement dans les secteurs à fort rendement social. Une politique budgétaire bien planifiée peut alors réduire la pauvreté, renforcer le capital humain et stimuler l'innovation.

Dans le cas du Mali, cette problématique revêt une importance particulière. Malgré des efforts considérables en matière d'investissement public, notamment dans les infrastructures, l'éducation, la santé et l'énergie, la croissance économique reste instable et vulnérable aux chocs sécuritaires, climatiques et externes. L'État malien, confronté à une pression budgétaire croissante et à des marges de manœuvre limitées, doit relever le défi d'améliorer l'efficacité de sa dépense publique tout en préservant la stabilité macroéconomique. Dans ce contexte, une interrogation centrale s'impose : dans quelle mesure la politique budgétaire malienne est-elle réellement efficace pour stimuler une croissance durable et inclusive ? Cette question constitue le cœur de la présente étude, qui vise à analyser empiriquement la relation entre efficacité budgétaire et performance économique, tout en proposant des pistes d'amélioration adaptées au contexte institutionnel du Mali.

1. Revue de la littérature

Dans la théorie économique, l'efficacité budgétaire désigne la capacité de la politique budgétaire à stimuler durablement la croissance et à stabiliser l'activité économique. Les keynésiens, à la suite de Keynes (1936), soutiennent que les dépenses publiques constituent un instrument essentiel pour accroître la demande globale, surtout en période de sous-emploi. Grâce au mécanisme du multiplicateur, une hausse des dépenses de l'État entraîne une augmentation plus que proportionnelle du revenu national et contribue à la relance de l'investissement privé. Des auteurs comme Samuelson (1948) et Hansen (1953) renforcent cette idée en considérant la politique budgétaire comme un outil central de stabilisation conjoncturelle et de soutien à la croissance. À travers cette approche, l'efficacité budgétaire repose sur la capacité de l'État à orienter ses dépenses vers des secteurs productifs

(infrastructures, éducation, santé) et à utiliser la fiscalité comme levier de redistribution et de dynamisation de l'activité économique.

À l'inverse, les économistes classiques et néoclassiques adoptent une vision plus sceptique de l'efficacité budgétaire. Pour eux, les déficits publics entraînent des effets d'éviction : l'augmentation de l'endettement de l'État réduit l'épargne disponible pour le secteur privé, limitant ainsi l'investissement productif (Barro, 1974). Selon cette perspective, l'État ne peut durablement influencer la croissance, car celle-ci dépend principalement de facteurs structurels comme l'épargne, l'accumulation du capital et le progrès technique (Solow, 1956). Les approches modernes, notamment la théorie de la croissance endogène (Romer, 1986 ; Barro, 1990), nuancent ces positions en montrant que certaines dépenses publiques comme celles qui favorisent l'accumulation de capital humain, l'innovation et les infrastructures peuvent avoir des effets positifs de long terme sur la croissance. Ainsi, l'efficacité budgétaire reste une notion débattue, oscillant entre une vision keynésienne de relance à court terme et une vision néoclassique qui met l'accent sur les contraintes budgétaires et la soutenabilité des finances publiques.

Dans les économies en développement, les estimations montrent généralement des multiplicateurs budgétaires plus faibles que dans les pays avancés, et une forte dépendance à la composition de l'ajustement : l'investissement public affecte davantage l'activité que la consommation publique ou la hausse des impôts. Pour l'Afrique subsaharienne sur 1990-2016, le FMI trouve des multiplicateurs « modestes » et met en garde contre les consolidations qui coupent l'investissement, plus nocives pour la croissance que d'autres leviers (FMI, 2017). Des synthèses quantitatives confirment que, en moyenne, les multiplicateurs de dépenses (surtout d'investissement) dépassent ceux des baisses d'impôts/transferts, avec davantage « d'effet d'entraînement » du capital public dans les pays pauvres, mais l'ampleur dépend de la qualité de la dépense et des conditions initiales (Raga, 2022).

Des travaux récents (panel 1996-2023) ont effectué une estimation de la taille des multiplicateurs fiscaux dans la zone UEMOA. Les résultats ont montré que l'investissement et surtout les dépenses de capital humain (éducation, santé) présentent des effets plus élevés que la consommation publique. Cela plaide pour une réallocation vers l'investissement productif et humain plutôt que les dépenses courantes (Somé et Konaté, 2025). Parallèlement, Karabach et al. (2022) documentent des écarts d'efficacité de l'investissement public en Afrique : à efficacité donnée, une hausse d'endettement mal calibrée peut dégrader la soutenabilité sans

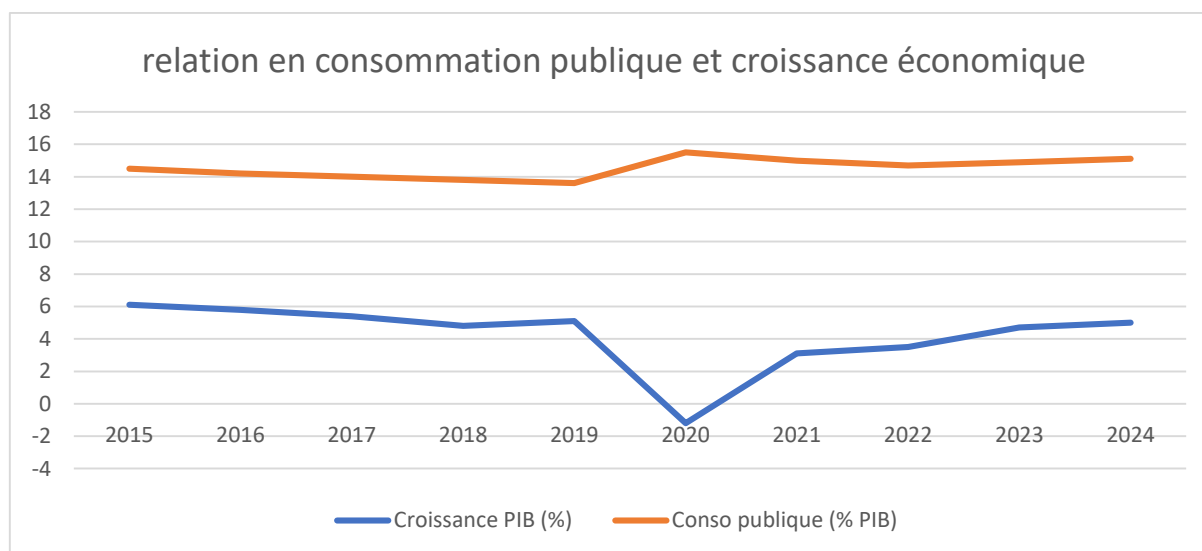
gains de croissance proportionnés, ce qui explique des multiplicateurs faibles malgré des volumes d'investissement élevés, dans le rapport de la BAD.

Au Mali, l'évidence est mitigée et souligne le rôle de l'efficience et des contraintes structurelles: une étude ARDL (1980-2020) trouve que les dépenses de santé/éducation ont, en moyenne, un effet négatif sur la croissance à court et long termes, suggérant des problèmes d'allocation/qualité plutôt qu'un rejet de principe des dépenses sociales (Traoré et Maïga, 2024). D'autres travaux avancent des non-linéarités (seuils) : l'effet de la politique budgétaire s'inverserait au-delà de déficits proches de 1 % du PIB (et selon le mode de financement), ce qui rejoint la littérature internationale montrant des multiplicateurs état-dépendants, plus élevés quand l'espace budgétaire est solide, plus faibles/négatifs quand la dette et le risque sont élevés (Huidrom et al., (2019).

2. Faits stylisés

L'analyse du graphique sur la relation entre l'efficacité budgétaire et la croissance économique au Mali révèle une corrélation globalement positive mais variable entre les dépenses publiques et le PIB. En 2015, une dépense publique équivalente à 14,5 % du PIB s'accompagnait d'une croissance de 6,1 %, alors qu'en 2018, son recul à 13,8 % a coïncidé avec une croissance limitée à 4,8 %. De même, la hausse des dépenses à 15,5 % du PIB en 2020 a permis d'amortir le choc de la crise sanitaire, bien que la croissance soit restée négative. La reprise progressive des dépenses publiques entre 2022 et 2024 (autour de 15 % du PIB) s'est traduite par un redressement du taux de croissance à près de 5 %, confirmant la logique keynésienne selon laquelle la dépense publique stimule la demande et soutient la production. Toutefois, cette relation demeure conditionnée par la qualité de la gouvernance, l'efficacité de l'allocation budgétaire et la soutenabilité des finances publiques. Pour renforcer cette efficacité, le Mali doit privilégier la qualité et le ciblage des investissements productifs afin d'en maximiser les effets sur une croissance durable et inclusive.

Graphique 1: Relation entre consommation publique et la croissance économique au Mali



Source : Banque Mondiale, 2025

3. Méthodologie de recherche

3.1. Ancrage théorique de cette étude

L'ancrage théorique de cette recherche s'appuie sur les principes de l'économie keynésienne, de la croissance endogène et de l'économie publique moderne, qui soulignent le rôle stratégique de la politique budgétaire dans la stimulation de la croissance. Selon Keynes (1936), en période de sous-utilisation des capacités productives, la dépense publique doit accroître la demande globale et relancer l'activité économique par un effet multiplicateur. Les modèles de Romer (1986) et Barro (1990) prolongent cette idée en montrant que les dépenses orientées vers l'éducation, la santé, les infrastructures ou la recherche stimulent la productivité et le capital humain. Enfin, les approches contemporaines insistent sur l'efficacité de l'allocation budgétaire, la gouvernance financière et la soutenabilité de la dette comme conditions essentielles pour transformer la dépense publique en un levier durable de croissance inclusive.

3.2. Spécification du modèle

Cette recherche s'appuie sur les fondements keynésiens, la théorie de la croissance endogène et l'économie publique moderne, qui reconnaissent à la politique budgétaire un rôle central dans la stimulation de la croissance. Selon Keynes (1936), la dépense publique accroît la demande globale et relance l'activité par effet multiplicateur, tandis que Romer (1986) et Barro (1990) montrent que les investissements publics dans l'éducation, la santé et les infrastructures renforcent la productivité et le capital humain. L'efficacité budgétaire dépend ainsi moins du volume des ressources que de leur qualité, de leur gouvernance et de leur orientation vers une croissance durable et inclusive.

Le modèle de base est spécifié comme suit :

$$Taux_croiss_t = \alpha_0 + \alpha_1 Dep_t + \alpha_2 Rec_t + \alpha_3 Inf_t + \alpha_4 Inv_t + \varepsilon_t$$

Où :

- $Taux_croiss_t$: Taux de croissance de PIB réel à l'année t ;
- Dep_t : dépenses publiques totales (% du PIB) ;
- Rec_t : recettes fiscales (% du PIB) ;
- Inf_t : taux d'inflation (contrôle de la stabilité macroéconomique) ;
- Inv : investissement privé (% du PIB) ;
- ε_t : terme d'erreur aléatoire.

La variable principale d'intérêt est Dep_t , dont le signe et la significativité indiqueront l'efficacité budgétaire. Des variantes du modèle peuvent inclure des variables structurelles (éducation, santé, dette publique) pour tester les effets différenciés des dépenses sectorielles. Cette recherche adopte une approche quantitative explicative fondée sur l'analyse économétrique des données macroéconomiques. L'objectif est de mesurer et d'expliquer l'impact de l'efficacité budgétaire mesurée principalement à travers les dépenses publiques et la mobilisation des recettes sur la croissance économique du Mali. Elle s'inscrit dans une démarche déductive : à partir des fondements théoriques keynésiens, néoclassiques et endogènes, l'étude teste empiriquement les hypothèses formulées sur la relation entre politique budgétaire et performance économique.

3.3. Modèle d'analyse empirique (ARDL)

Nous recourons à l'approche Autoregressive Distributed Lag (ARDL) de Pesaran et al. (2002), en raison de sa pertinence pour les séries temporelles de petite taille et sa capacité à analyser conjointement les relations de court et de long termes. Cette méthode accepte des variables intégrées d'ordres différents, à condition qu'aucune ne soit d'ordre deux [I(2)]. Sur le plan empirique, la démarche débute par le test de stationnarité des variables à l'aide du test Augmented Dickey-Fuller (ADF), afin de vérifier qu'elles sont stationnaires en I(0) ou I(1), avant de procéder au test de cointégration par la méthode des bornes (Bound Test) pour identifier l'existence d'une relation d'équilibre de long terme. Le modèle s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned}\Delta \text{taux_croi}_t = & \alpha_0 + \alpha_1 \text{taux_croi}_{t-1} + \alpha_2 \text{dep_com}_{t-1} + \alpha_3 \text{FBCF}_{t-1} + \alpha_4 \text{recet_fisc}_{t-1} \\ & + \alpha_5 \text{inflat}_{t-1} + \sum_{i=1}^p \beta_{1i} \Delta \text{taux_croi}_i + \sum_{i=1}^{q1} \beta_{2i} \Delta \text{dep_com}_{t-1} \\ & + \sum_{i=0}^{q2} \beta_{3i} \text{FBCF}_{t-1} + \sum_{i=0}^{q3} \beta_{4i} \text{recet_fisc}_{t-1} + \sum_{i=0}^{q4} \beta_{5i} \text{inflat}_{t-1} + \varepsilon_t\end{aligned}$$

Avec, Δ : la première différence ; c : la constante ; α_0 : coefficient ; ε_t : le terme d'erreur.

$p, q1, q2, q3, q4$ = le nombre de retard maximal pour chaque variable de l'étude ;

$\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5$ = les paramètres de la relation de long terme ;

$\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$ = les paramètres de la relation de court terme (ECM)

3.4. Sources et nature des données

Les données utilisées sont secondaires et proviennent de la Banque mondiale (World Development Indicators, WDI) pour les indicateurs macroéconomiques (PIB, croissance économique, dépenses publiques, recettes fiscales, etc.). L'étude couvrira une période allant de 1990 à 2024, ce qui permettra d'analyser à la fois les effets de long terme et les variations conjoncturelles, y compris les chocs récents (pandémie de COVID-19, crises sécuritaires, fluctuations des prix mondiaux, etc.).

3.5. Test d'analyse descriptive

Variable	Obs	Mean	Std. dev.	Min	Max
Taux de croissance économique	35	4.574293	3.716632	-3.218663	15.37624
Dépenses de consommation	35	21.94644	3.090354	15.46445	27.31617
Formation Brut de Capital Fixe	35	7.287632	7.794665	-3.077638	40.068
Recettes fiscales	35	15.0186	2.425404	10.71345	18.75311
Inflation	35	4.703092	7.678694	-7.59	39.56

Source : Eviews 10

L'analyse descriptive révèle que l'économie malienne, avec une croissance moyenne de 4,57 % mais fortement fluctuante, demeure vulnérable aux chocs externes liés aux crises sécuritaires, climatiques ou sanitaires. Les dépenses de consommation, estimée à 21,94 % du PIB, traduit un effort d'investissement appréciable mais encore insuffisant pour soutenir une croissance durable. la formation brute de capital fixe (FBCF), relativement faibles (7,28 % du PIB) et instables, indiquent une politique budgétaire souvent réactive plutôt que stratégique, tandis que les recettes fiscales limitées (15,01 % du PIB) soulignent la faible mobilisation des ressources internes et la dépendance à l'aide extérieure. Bien que l'inflation reste modérée (4,7 %), sa variabilité témoigne d'une sensibilité accrue aux chocs d'offre. Dans l'ensemble, l'économie du Mali présente un potentiel réel de croissance, mais celui-ci reste fragilisé par des contraintes

structurelles, nécessitant une politique budgétaire plus prévisible, une meilleure qualité de la dépense publique et un renforcement de la résilience macroéconomique.

3.6. Test de corrélation

	t_croiss	dep_com	FBCF	Rec_Fisc	Infla
Taux de croissance économique	1.0000				
Dépenses de consommation	0.2037	1.0000			
Formation Brut de Capital Fixe	0.1335	-0.1628	1.0000		
Recettes fiscales	-0.0632	0.2989	-0.6855*	1.0000	
Inflation	-0.1537	0.8136*	-0.0252	0.1906	1.0000

Source : Nos estimations sur Eviews 10

L'interprétation du test de corrélation montre que la croissance économique du Mali entretient une relation positive mais modérée avec les dépenses publiques (0,2037), confirmant l'hypothèse keynésienne selon laquelle la dépense de l'État stimule la demande, bien que cet effet soit limité par des facteurs structurels et d'efficacité budgétaire. La corrélation positive entre recettes fiscales et dépenses publiques (0,2989) traduit la cohérence entre mobilisation interne et capacité d'intervention, tandis que la corrélation négative entre l'investissement privé et les recettes fiscales (-0,6855) suggère un effet d'éviction lié à la pression fiscale. Par ailleurs, la forte corrélation entre inflation et dépenses publiques (0,8136) indique qu'une expansion budgétaire non maîtrisée peut engendrer des tensions inflationnistes. Dans l'ensemble, ces résultats confirment que la dépense publique demeure un levier de croissance, mais son efficacité dépend de la qualité de son financement, de la gouvernance budgétaire et de la maîtrise des déséquilibres macroéconomiques.

4. Interprétation et discussions des résultats

4.1. Test de stationnarité

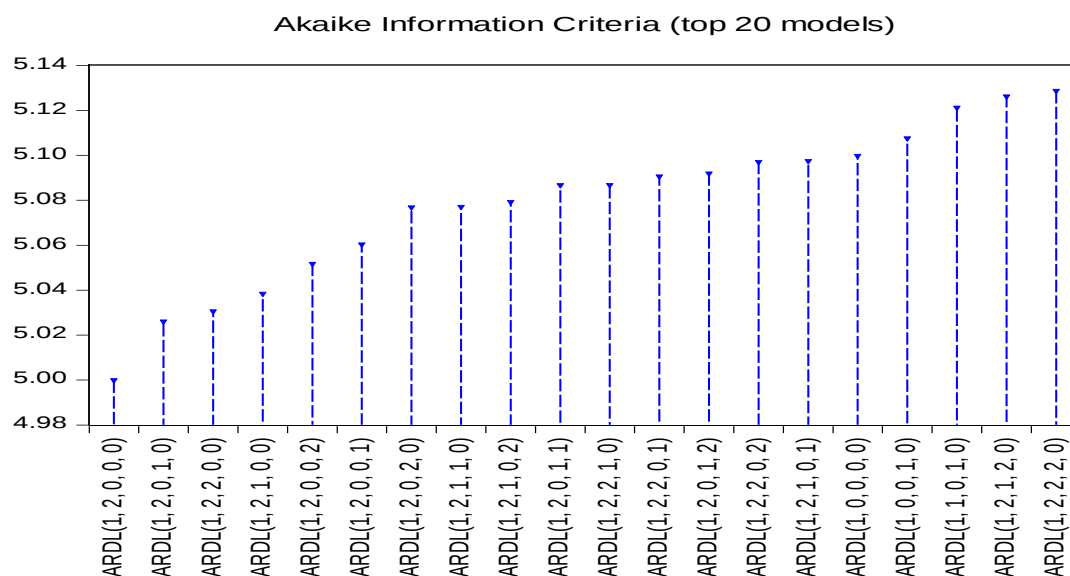
Variables	ADF		PP		Ordre d'Intégrat
	A niveau	en diff	A niveau	en diff	
Taux de croissance économique	-8,870***		-8,870***		I(0)
Dépenses de consommation	-5,032***		-4,991***		I(0)
Formation Brut de Capital Fixe	-1,838	-10,601***	-2,752	-11,106***	I(1)
Recettes fiscales	-1,705	-11,177***	-2,561	-14,817***	I(1)
Inflation	-4,953***		-4,894***		I(0)

Source : Nos estimations sur Eviews 10

Les résultats du test de stationnarité montrent que certaines variables comme la croissance économique, les dépenses publiques et l'inflation sont stationnaires en niveau, ce qui traduit leur capacité à réagir rapidement aux chocs et à revenir à leur tendance d'équilibre, reflétant ainsi l'efficacité des politiques conjoncturelles mises en œuvre. En revanche, la formation brute de capital fixe et les recettes fiscales ne deviennent stationnaires qu'après différenciation,

révélant des dynamiques structurelles plus lentes influencées par des facteurs profonds tels que l'investissement productif, la mobilisation des ressources internes ou la base fiscale. Cette coexistence de variables $I(0)$ et $I(1)$ justifie l'utilisation du modèle ARDL et montre que la croissance économique du Mali dépend à la fois de mécanismes conjoncturels rapides et de transformations structurelles de long terme.

4.2. Détermination de retard optimal



Source : Nos estimations sur Eviews 10

Le modèle $ARDL(1,2,0,0,0)$ révèle que la croissance économique du Mali dépend à la fois de sa valeur passée et des dépenses publiques des deux périodes précédentes, tandis que l'investissement privé, les recettes fiscales et l'inflation agissent à court terme. Cette dynamique traduit des effets différés de la politique budgétaire, l'impact d'une dépense publique s'étendant sur plusieurs exercices. Le retard négatif observé suggère toutefois qu'une expansion trop rapide peut provoquer des effets d'éviction à court terme, d'où la nécessité d'un calibrage prudent. La présence d'un terme autorégressif et d'une correction d'erreur significative confirme une forte inertie et un retour rapide à l'équilibre, soulignant que la politique budgétaire doit être échelonnée, prévisible et bien planifiée pour renforcer son efficacité et limiter les déséquilibres macroéconomiques.

4.3. Test de cointégration (Bound Test)

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	12.72464	10%	2.2	3.09
K	4	5%	2.56	3.49
		2.5%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37

Source : Nos estimations sur Eviews 10

Les résultats du test de cointégration (Bound Test), avec une statistique F (12,72464) supérieure aux valeurs critiques, confirment l'existence d'une relation d'équilibre de long terme entre la croissance économique, les dépenses publiques, l'investissement, les recettes fiscales et l'inflation. Cela signifie que ces variables évoluent conjointement sur la durée et que les déséquilibres à court terme sont progressivement corrigés, traduisant une interdépendance structurelle. Ainsi, les politiques budgétaires, fiscales et monétaires doivent être coordonnées, car toute variation significative d'une variable influence durablement les autres et, par conséquent, la trajectoire de croissance économique du Mali.

4.4. Résultat de court terme

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(DEP_COM)	0.402110	0.050829	7.911046	0.0000
D(DEP_COM(-1))	-0.159834	0.042920	-3.724017	0.0010
CointEq(-1)*	-1.039860	0.108639	-9.571698	0.0000

Source : Nos estimations sur Eviews 10

Les résultats montrent qu'une hausse d'un point des dépenses publiques entraîne une augmentation immédiate d'environ 0,40 point du PIB réel, confirmant l'effet multiplicateur keynésien selon lequel la dépense publique stimule la demande et soutient l'activité économique. Toutefois, la dépense publique retardée a un effet négatif (-0,1598), indiquant qu'une expansion trop rapide peut générer des effets d'éviction ou des inefficiences à court terme, d'où la nécessité d'une planification prudente et ciblée. Le terme de correction d'erreur (-1,0399), hautement significatif, montre une convergence rapide vers l'équilibre de long terme, traduisant la résilience macroéconomique du Mali et confirmant que la politique budgétaire agit à la fois comme levier conjoncturel et mécanisme d'ajustement structurel vers une croissance soutenable.

4.5. Résultat de long terme

Variable (taux de croissance économique)	Coefficient	Prob.
Dépenses de consommation	0.450774***	0.0106
Formation Brut de Capital Fixe	0.361082*	0.0981
Recettes fiscales	0.036444	0.8948
Inflation	-0.292177**	0.0338
Constante	-5.785411	0.4635

Source : Nos estimations sur Eviews 10

L'analyse de long terme met en évidence une relation positive et significative entre les dépenses publiques et la croissance du PIB réel au Mali, confirmant l'hypothèse keynésienne selon laquelle l'État joue un rôle essentiel de stabilisateur macroéconomique. Dans un contexte de sous-utilisation des capacités productives, une hausse des dépenses publiques accroît la demande globale, stimule l'investissement et favorise l'emploi. Des études récentes

d'Auerbach et Gorodnichenko (2017) et de Huidrom et al. (2019) montrent que les multiplicateurs budgétaires sont particulièrement élevés dans les économies émergentes en période de ralentissement, ce qui renforce la pertinence de politiques publiques contracycliques. Toutefois, l'efficacité de cette dépense dépend fortement de sa qualité et de son orientation vers les secteurs productifs tels que l'éducation, la santé, les infrastructures et l'innovation, seuls capables de générer des effets de croissance soutenus (Kose et al., 2022).

La formation brute de capital fixe (FBCF) apparaît également comme un facteur déterminant de la croissance à long terme. Son effet positif, bien que moins marqué, corrobore la théorie néoclassique de l'accumulation du capital (Solow, 1956) et les modèles de croissance endogène développés par Romer (1986) et Barro (1990), qui soulignent le rôle de l'investissement dans l'augmentation de la productivité et la modernisation des capacités productives. Dans le cas du Mali, l'investissement privé contribue à la diversification du tissu économique et à l'adoption technologique, mais son efficacité reste dépendante d'un environnement institutionnel favorable. Comme le rappellent Calderón et al. (2015) et le FMI (2023), la qualité du climat des affaires, l'accès au financement et la stabilité politique conditionnent fortement la transformation de l'investissement en moteur durable de croissance.

En revanche, les recettes fiscales et l'inflation exercent des effets plus complexes. Les travaux récents de Gemmell, Kneller et Sanz (2022) montrent que la fiscalité n'a un impact positif sur la croissance que lorsque les recettes sont judicieusement allouées à des dépenses productives. Au Mali, cela implique que l'élargissement de l'assiette fiscale ou la hausse de la pression fiscale ne sauraient garantir la croissance sans amélioration de la gouvernance et de la qualité des dépenses publiques. Par ailleurs, une inflation persistante, souvent liée à des chocs d'offre et à des contraintes logistiques, freine la compétitivité et décourage l'investissement. Comme le soulignent Ha, Kose et Ohnsorge (2019), le maintien de la stabilité des prix est une condition essentielle pour préserver la confiance des agents économiques et garantir la soutenabilité de la croissance. Ces constats plaident pour une coordination renforcée entre politique budgétaire et politique monétaire, afin d'assurer un environnement macroéconomique stable et propice à l'investissement productif.

4.6. Test de validation du modèle

Hypothèse du test	Tests	Valeur (probabilité)
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	0,353 (0,706)
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	1,035 (0,431)
Normalité	Jarque-Bera	0,473 (0,789)
Spécification	Ramsey (Fisher)	3,945 (0,585)

Source : Nos estimations sur Eviews 10

Les paramètres instables sont susceptibles de biaiser les résultats et de compromettre la fiabilité du modèle. Afin de garantir la robustesse et la validité de nos estimations, nous procédons à des tests de diagnostic sur les résidus ainsi qu'à des tests de stabilité des paramètres. Les résultats obtenus confirment que les résidus respectent l'ensemble des propriétés statistiques attendues, attestant ainsi de la pertinence du modèle estimé. L'hypothèse nulle est acceptée pour tous les tests de résidus ($\text{prob} > 5\%$). Notre modèle est ainsi validé sur le plan statistique.

Conclusion

En conclusion, cette étude a permis de démontrer que l'efficacité budgétaire constitue un levier stratégique pour stimuler la croissance économique au Mali. Les résultats économétriques confirment que les dépenses publiques, lorsqu'elles sont bien ciblées et exécutées, exercent un effet significatif et positif tant à court qu'à long terme sur le PIB réel, tandis que l'investissement productif renforce la capacité de production et la compétitivité de l'économie. En revanche, la fiscalité ne contribue à la croissance que si les recettes sont allouées à des dépenses productives, et l'inflation, lorsqu'elle dépasse un certain seuil, agit comme un frein à la dynamique de croissance. La présence d'une relation de cointégration entre les principales variables confirme l'existence d'un équilibre de long terme, tandis que la vitesse rapide d'ajustement vers cet équilibre souligne la résilience macroéconomique du Mali face aux chocs conjoncturels. Ces résultats montrent que la politique budgétaire, en plus de son rôle de stabilisateur conjoncturel, doit s'inscrire dans une logique de transformation structurelle pour soutenir une croissance inclusive et durable.

Sur la base de cette analyse, plusieurs recommandations s'imposent. Premièrement, il est crucial d'améliorer la qualité, l'efficacité et le ciblage des dépenses publiques, notamment en les orientant vers les secteurs à fort effet multiplicateur comme l'éducation, la santé, les infrastructures et la recherche-développement. Deuxièmement, l'État doit renforcer la mobilisation des ressources fiscales en élargissant l'assiette, en modernisant l'administration et en réduisant les exonérations inefficaces, tout en veillant à ne pas décourager l'investissement privé. Troisièmement, la coordination entre politique budgétaire et politique monétaire doit être renforcée pour contenir l'inflation et maintenir un environnement macroéconomique stable. Enfin, une gouvernance financière rigoureuse, une planification budgétaire à moyen terme et une gestion prudente de l'endettement public permettront de maximiser l'impact des politiques économiques et d'ancrer durablement le Mali sur une trajectoire de croissance soutenue, inclusive et résiliente.

Référence Bibliographique

- Alesina, A., Favero, C., & Giavazzi, F. (2019). *Austerity: When it works and when it doesn't*. Princeton University Press.
- Auerbach, A. J., & Gorodnichenko, Y. (2017). Fiscal stimulus and fiscal sustainability. *Journal of Monetary Economics*, 90, 92-108.
- Aydoğan, B., & Yıldırım, A. (2025). Public investment efficiency and economic growth: Evidence from a panel of 29 countries. *Economic Modelling*, 126, 105-120.
- Banque Centrale Européenne. (2006). *Efficacité de la dépense publique et performance économique*. BCE.
- Barro, R. J. (1974). Are government bonds net wealth? *Journal of Political Economy*, 82(6), 1095-1117.
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.
- Barro, R. J. (2019). *Macroeconomics: A modern approach* (3rd ed.). MIT Press.
- Blanchard, O., & Leigh, D. (2013). Growth forecast errors and fiscal multipliers. *American Economic Review*, 103(3), 117-120.
- Calderón, C., Moral-Benito, E., & Servén, L. (2015). Infrastructure and growth in developing countries: New panel evidence. *World Bank Policy Research Working Paper*, No. 7245.
- Corsetti, G., Meier, A., & Müller, G. J. (2012). What determines government spending multipliers? *Economic Policy*, 27(72), 521-565.
- FMI. (2017). *Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook*. Fonds monétaire international.
- FMI. (2022). *Fiscal Monitor: Managing Public Wealth*. Fonds monétaire international.
- Gemmell, N., Kneller, R., & Sanz, I. (2014). The growth effects of tax rates in the OECD. *Canadian Journal of Economics*, 47(4), 1217-1255.
- Ha, J., Kose, M. A., & Ohnsorge, F. (2019). *Inflation: Outlook and policy options*. World Bank.
- Hansen, A. H. (1953). *A Guide to Keynes*. McGraw-Hill.
- Huidrom, R., Kose, M. A., Lim, J. J., & Ohnsorge, F. (2019). Why do fiscal multipliers depend on fiscal positions? *Journal of Monetary Economics*, 104, 72-90.
- IMF. (2020). *World Economic Outlook: Global Manufacturing Downturn, Rising Trade Barriers*. International Monetary Fund.

- Jordà, Ò., & Taylor, A. M. (2024). The time for fiscal policy: Lessons from historical data. *Journal of Economic Perspectives*, 38(2), 95-118.
- Karabach, D., et al. (2022). Efficiency of public investment in Africa: Evidence and policy implications. *African Development Bank Working Paper Series*, No. 405.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Macmillan.
- Krugman, P. (2020). *Arguing with Zombies: Economics, Politics, and the Fight for a Better Future*. W.W. Norton & Company.
- OECD. (2020). *Economic Outlook: Fiscal policy and automatic stabilisers*. OECD Publishing.
- Phyu, K., & Gonfa, A. (2025). Fiscal decentralization and public expenditure effectiveness: Evidence from Myanmar. *Asian Economic Journal*, 39(1), 45-67.
- Raga, S. (2022). Fiscal multipliers in low-income countries: Evidence from Sub-Saharan Africa. *ODI Working Paper*, No. 621.
- Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long-run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002-1037.
- Samuelson, P. A. (1948). *Economics: An Introductory Analysis*. McGraw-Hill.
- Solow, R. M. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65-94.
- Somé, T., & Konaté, B. (2025). Fiscal multipliers and public investment in the WAEMU: A panel approach. *West African Economic Review*, 15(2), 58-81.
- Svirydzenka, K., & Petrescu, A. M. (2019). Inflation thresholds and growth in developing economies. *IMF Working Paper*, No. 19/45.
- Traoré, M., & Maïga, A. (2024). Budget policy and growth dynamics in Mali: Evidence from an ARDL approach. *Revue Malienne d'Économie et de Développement*, 12(3), 87-115.